

eco

ÉDITION HORS SÉRIE GIEC



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

ÉDITION SPÉCIALE « OBJECTIFS DE LONG TERME »

Maintenant que les scientifiques les plus influents du monde ont travaillé sur le rapport du GIEC et qu'ils ont publié leurs conclusions, quelles conclusions les Etats devraient-ils en tirer ? Pourquoi ne pas éliminer l'usage de combustibles fossiles dès maintenant, à partir d'aujourd'hui ?

Dans les deux prochains jours, un dialogue structuré entre experts aura pour but d'évaluer la pertinence de l'objectif global à long terme

(c'est-à-dire le maintien du réchauffement climatique en dessous des 2°), ou du renforcement de l'objectif à 1.5° (oui, s'il vous plaît !) et de l'ensemble des progrès accomplis vers la réalisation de cet objectif.

Mardi, les experts du GIEC seront présents pour transmettre les conclusions scientifiques toutes fraîches du 5ème rapport du GIEC, et mercredi le programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), l'Agence

internationale de l'énergie (IEA) et la FAO entre autres, présenteront leur analyse sur ces questions.

Une compréhension réaliste d'où nous en sommes et où nous devrions aller pour éviter des impacts catastrophiques est fondamentale pour la négociation d'un accord réussi à Paris. ECO est donc très heureux de vous présenter ce numéro spécial sur l'avenir de notre climat, tel qu'il a été évalué par les experts du GIEC.

Le GIEC plaide sans détour en faveur de l'objectif de 1.5°C

Beaucoup considèrent la limitation de la hausse des températures globales à 2°C comme étant un risque climatique inacceptable. Pour eux c'est « 1,5°C pour survivre », et le nouveau rapport du GIEC montre qu'ils marquent un point.

Les nouveaux indicateurs, dits « Reasons for Concerns », du GIEC montrent que 2, voire 3 sur les 5 indicateurs pourraient atteindre des niveaux dangereux avec un réchauffement global de 2°C.

Les risques sont accrus à l'échelle régionale, donc regardons ce qui pourrait se passer avec un réchauffement global de seulement 2°C (en reconnaissant la variabilité régionale) :

- **Pour l'Afrique**, sur 9 risques régionaux clé, 8 posent un risque moyen ou élevé pour 2°C, même avec de hauts niveaux d'adaptation. Il s'agit de fondamentaux comme le stress hydraulique, la réduction de la production alimentaire et la diffusion des maladies.

Pour les Petites Îles États, très vulnérables aux phénomènes de montée des eaux et dépendantes des écosystèmes marins, 2°C serait un vrai désastre.

- **Pour l'Asie**, les risques d'inondations catastrophiques et de vagues de chaleur mortelles seraient à un niveau moyen ou élevé, et ce, même

avec de hauts niveaux d'adaptation.

- **Pour l'Europe**, il y aurait des risques moyens liés à la disponibilité d'eau douce et aux épisodes de chaleur extrêmes, et ce, même, encore, avec de hauts niveaux d'adaptation.

- **Pour l'Australie**, 2°C ne laisseraient plus tellement d'espoir pour les écosystèmes coralliens, ou aux poissons, au tourisme et aux communautés qui en dépendent.

- **Pour l'Amérique du Nord**, 2°C impliqueraient des risques élevés, voire très élevés, de feux de forêts et de sécheresses.

- **Pour l'Amérique Centrale et du Sud**, 2°C, avec de hauts niveaux d'adaptation, impliqueraient des risques élevés d'inondations et de glissements de terrain causés par des pluies importantes, et de sérieux problèmes de disponibilité de l'eau dans les régions semi-arides et dépendantes de la fonte des glaces.

- **Pour les océans**, les risques liés aux 2°C apparaissent particulièrement dévastateurs : les risques sont très élevés concernant « la réduction de la biodiversité, l'abondance halieutique et la protection des côtes par les récifs coralliens due au blanchissement massif et à la mortalité des coraux induite par l'accroissement de la chaleur, exacerbés par l'acidification des océans ».

Et il n'y a même pas besoin de regarder le futur. Aujourd'hui, avec un réchauffement inférieur à 1°C, nous observons déjà :

- L'Inlandsis du Groenland qui a fondu 6 fois plus vite entre 2002 et 2011, que pendant la décennie précédente.

- Des événements climatiques extrêmes à fort impact sans précédent sur la décennie 2001-2010 (selon l'OMM).

- Les nouveaux éléments provenant des recherches menées sur la calotte glacière de l'Antarctique Ouest, dévoilés après l'AR5 mais qui en affinent l'évaluation ; suggèrent fortement que les glaciers clés ont atteints un point de non-retour, conduisant à l'élévation inévitable du niveau des mers d'au, moins 1,2 mètres et déclenchant possiblement l'effondrement du reste de la calotte glacière de l'Antarctique Ouest.

Ceci signifie que toute tonne de carbone additionnelle rejetée dans l'atmosphère aggrave la situation. Et plus nous nous éloignons d'un réchauffement de 1,5°C, plus il sera nécessaire de faire de l'adaptation et de compenser les pertes et dommages.

La conclusion est claire : nous devons agir sur la base de la science pour un réchauffement de 1,5°C maximum.

Qui laissera tomber le Fonds vert pour le climat ?

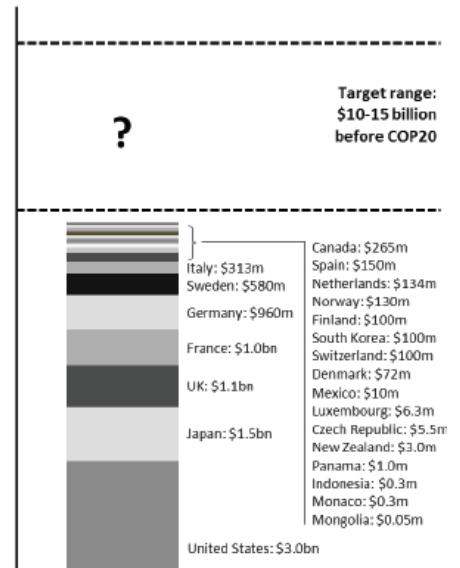
L'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, l'Islande, la Grèce, le Portugal et l'Union européenne sont les Parties de l'Annexe 2 dont la contribution au Fonds vert pour le climat est toujours attendue. ECO remarque qu'il en va de même pour la Pologne, la Hongrie et quelques autres encore. Il y a cinq ans, les pays industrialisés ne se sont pas juste engagés à créer un fonds mais aussi à l'abonder. ECO, optimiste comme toujours, est persuadé que tous ces pays savent en fait très bien combien le succès des négociations est lié au fait que le Fonds vert pour le climat démarre sur de bonnes bases. Ils ne nous laisseront pas tomber. ECO se tient prêt à accueillir toute nouvelle et ambitieuse contribution, de sorte qu'au moins, le seuil minimum et non officiel de 10 à 15 milliards de

dollars soit dépassé ici à Lima. Si cela s'accompagne d'un signal clair sur le fait que le Fonds Vert pour le climat sera abondé de manière plus importante au fil du temps, nous aurons réussi à franchir le premier pas. Les Parties pourront ainsi se consacrer à la seconde, troisième et quatrième étape, incluant, entre autres :

- L'engagement des ministres de réaliser une feuille de route pour 2020 qui listera la manière dont les pays industrialisés s'acquitteront de leur promesse d'abonder le Fonds vert à hauteur de 100 milliards de dollars ;

- Le fait d'ancrer les financements pour le climat dans le nouvel accord, avec des objectifs collectifs et des engagements individuels représentant la contribution équitable des pays riches à l'effort global.

Pledges for the Green Climate Fund (US\$)



Notes: The chart shows pledges that have been announced to the Green Climate Fund (GCF) so far. Where pledges were not made in US-Dollars, discrepancies are possible due to exchange rates used. Contributions to the administrative budget of the fund are not shown. As new pledges come in, ECO will update this chart.

VOUS SAVEZ QUOI ?

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES SONT LE COMBO GAGNANT !

Le GIEC a montré que pour s'inscrire sur le chemin des 2°C, il doit y avoir un changement majeur dans les flux d'investissement énergétiques des 15 prochaines années. Des centaines de milliards de dollars devront être annuellement réorientés des énergies fossiles vers, avant tout, l'efficacité énergétique, et ensuite, dans les énergies renouvelables.

Sur l'offre d'énergie, les énergies faiblement et non-émettrices de carbone devront être multipliées par 3 ou 4 d'ici 2050. Au sein des options technologiques disponibles, les énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire, sont les plus prometteuses, avec des co-bénéfices maximaux et les risques les plus faibles. Il y a assez de potentiel dans le renouvelable pour satisfaire l'ensemble de nos besoins énergétiques. Les énergies renouvelables ont substantiellement progressé en termes de performance et d'efficacité coût depuis le rapport du GIEC de 2007. Sur la période 2005-2012, la plus-value de l'éolien et du solaire a été multi-

pliée, respectivement, par 5 et 25. Elles sont maintenant diffusées à une échelle significative. L'énergie renouvelable est aussi le meilleur moyen de satisfaire les besoins énergétiques des plus pauvres et des plus vulnérables.

Rien de tout cela ne vaut pour le nucléaire ou le Captage et le Stockage du Carbone (CCS).

Le GIEC estime que le nucléaire est une technologie mature, mais dont l'efficacité décline, en plus de faire face à de nombreux risques et obstacles. L'exclure des futures options ne fera pas une grande différence en sur le coût de l'atténuation. Le CCS est encore présent dans plusieurs scénarios, mais n'existe pas dans la réalité. Depuis l'AR4 en 2007, « les études ont souligné un nombre croissant de défis pratiques liés à l'investissement commercial dans le CCS », selon le GIEC. Le temps que l'AR5 soit publié, aucun projet de CCS à l'échelle commerciale n'était mis en œuvre dans le secteur de

l'énergie. Cela rend toutes les hypothèses du coût lié au CCS (incluant son inclusion) fortement spéculatives.

Tant que le CCS n'est pas plus qu'une théorie abstraite, atteindre le niveau « zéro-carbone » signifie l'exclusion progressive des énergies fossiles et l'introduction progressive des énergies renouvelables.

Même si énergies renouvelables et efficacité énergétique sont clairement le combo gagnant, des obstacles demeurent face à leur mise en œuvre rapide. C'est en ce sens que la coopération technologique et financière est essentielle.

Alors, si on s'y mettait ?

La réduction des émissions de gaz à effet de serre : une formule gagnant-gagnant pour le développement

Il existe une prise de conscience croissante, confirmée par le 5ème rapport du GIEC, que la réduction des émissions n'est pas un jeu à somme nulle. En réalité, les réductions d'émissions représentent des bénéfices importants pour le développement, et ce, pour deux raisons.

Tout d'abord, sans les réductions d'émissions, les impacts du changement climatique seraient tellement dévastateurs qu'ils pourraient détruire les fruits, sur plusieurs décennies, du développement et de la croissance en un instant. Les nombreux phénomènes météorologiques extrêmes à large échelle et l'intensité des catastrophes climatiques nous ont déjà prouvé cela. Par exemple, le sous-continent indien a lui seul connu trois inondations catastrophiques ces dernières années, dont les inondations de la rivière Indus au Pakistan, les inondations dans le Uttarakhand et le Jammu ou encore les inondations dans le Cachemire. Et nous avons tous en mémoire, bien évidemment, les dégâts causés par le typhon Haiyan.

Et tous ces événements se sont passés seulement au cours des dernières années.

Les pays développés n'ont pas été épargnés non plus. Des incendies de forêts dévastateurs ont lieu presque chaque année en Australie et aux Etats-Unis et l'ouragan Sandy a lui aussi fait de nombreux dégâts. Les dégâts causés par ces catastrophes ne peuvent pas disparaître simplement avec la croissance économique.

De plus, les réductions d'émissions, au travers leurs co-bénéfices, permettront de s'orienter vers un développement plus durable et résilient. Fournir un accès à l'énergie, via les énergies renouvelables, aux 1.4 milliards de personnes qui n'y ont pas accès se traduirait par des gains en faveur d'un développement résilient, ce qui ne serait pas le cas via des combustibles fossiles polluants. Ces mesures font sens également au niveau économique pour les économies émergentes, de plus en plus préoccupées par le manque de sécurité énergétique

et par la dépendance importante de leur système énergétique à l'importation.

Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables aurait également des avantages en termes de création d'emploi et permettrait une diversification des moyens de subsistance, en particulier pour les populations privées de l'accès à l'énergie dans les pays en développement. La réduction des émissions entraînerait aussi la diminution des effets néfastes de la pollution de l'air sur la santé humaine, notamment dans de nombreuses villes de pays en développement. En 2012 uniquement, la pollution de l'air causée par la combustion du charbon a causé 670 000 décès prématurés en Chine.

Les réductions des émissions ne seront pas un frein ou une perte pour le développement. Elles permettront au contraire de s'acheminer vers un processus de développement durable menant vers de meilleurs résultats sur le développement à long terme.

INVITATION SIDE EVENT

Mardi 2 décembre 2014, 13h15
Lieu : Paracas

La nécessité d'une place forte pour l'équité dans l'accord Climat de 2015 bénéficie d'un large soutien mais un accord équitable applicable à tous reste un sujet imprécis et controversé. Un désaccord existe encore sur la faisabilité et la portée de l'équité et sur les approches d'évaluation possibles des contributions nationales (INDCs).

Pour sortir de l'impasse des négociations, le CAN propose un cadre de référence détaillé et dynamique sur l'équité, qui repose explicitement sur les principes de base de la Convention. Cette conférence reviendra en détails sur la proposition du CAN

Etats présents : Afrique du Sud (présence confirmée), Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, Inde (en attente de confirmation)

Fossile du jour

Le premier fossile va à l'argent attendu pour le Fonds vert

Le premier fossile du jour de cette COP20 est attribué à l'Australie, la Belgique, l'Irlande, l'Autriche, l'Islande, la Grèce, le Portugal et la Commission européenne.

Ces pays sont les seuls parmi les pays développés à ne pas encore avoir contribué au Fonds vert. Après l'engouement initial et des premières contributions encourageantes, il

semble que cette bande de pays se comporte en passager clandestin, et ne ressent pas le besoin de contribuer au Fonds vert. C'est inacceptable, et cela pourrait compromettre l'accord de Paris, pour lequel tous les pays vont devoir s'engager.

A tous les ministres passagers clandestins à Lima : il est temps de sortir le chéquier !



LA CONCLUSIONS SCIENTIFIQUES DU GIEC PLAIDENT POUR ZÉRO ÉMISSION CARBONE EN 2050

Ok, donc nous avons un objectif à long terme de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 ° C / 1,5 ° C, mais qu'est-ce que ça veut dire en réalité ? Jetez un œil aux budgets d'émissions cumulatives inclus dans le 5ème rapport du GIEC ! C'est le volume maximal de tonnes de CO2 que l'atmosphère peut supporter avant de franchir ces limites.

Selon le 5ème rapport du GIEC, nous ne pouvons émettre que 1000 milliards de tonnes (Gt) de CO2 dans l'atmosphère au-delà de 2010 si nous voulons une probabilité supérieure à 66% de limiter le réchauffement à l'échelle mondiale en dessous de 2°C. Afin de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5°C, le budget carbone restant est par conséquent bien plus réduit.

Depuis 2010, nous avons déjà dépensé environ un dixième de ce budget. Oops! Maintenir nos émissions annuelles mondiales aux niveaux actuels reviendrait à utiliser l'intégralité du budget restant en seulement 25 ans dont presque un tiers d'ici 2020. Si les émissions actuelles

augmentent, le budget sera épuisé encore plus rapidement.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il faut atteindre le pic des émissions et commencer à les réduire le plus rapidement possible si l'on veut atteindre l'objectif à long terme en dessous de 2°C / 1.5°C.

Cela signifie aussi que nous n'en sommes plus à l'étape de gérer les émissions. Nous devons les éliminer progressivement jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus, et nous devons le faire vite. Si vous pensez que nous avons le temps jusqu'à la fin du siècle, c'est que vous avez mal compris les conclusions du GIEC.

Le budget carbone du GIEC implique que les émissions de CO2 (dont la plupart proviennent des combustibles fossiles) doivent être réduites à zéro d'ici 2050 si nous voulons avoir la certitude de maintenir le réchauffement climatique en dessous de la barre des 2°C voire en dessous de celle des 1.5°C. A moins

qu'on ne se repose sur des technologies qui n'existent que sur le papier et qui présentent de nombreux risques.

Cela signifie aussi que la recherche de nouveaux combustibles fossiles (et donc dépenser des millions en subventions pour soutenir l'exploration) n'a aucun sens. Nous en avons déjà trouvé bien assez et nous devons en laisser près de 80% dans le sol.

Evidemment, dans un esprit d'équité, les conclusions du GIEC sont la clé d'une coopération fructueuse entre pays, les pays ayant la plus grande responsabilité et capacité devront supprimer progressivement les émissions fossiles en premier, et fournir une aide aux pays les plus vulnérables.

Questions sur les grands enjeux du rapport du GIEC

i) Comment peut on agir pour s'assurer que les émissions globales de CO2 atteignent un niveau zéro et que les températures moyennes ne dépassent pas +1,5°C ?

ii) Que peut dire le GIEC sur les coûts passés et les tendances à venir de la capture et stockage de carbone (CSC) et des énergies renouvelables ? Au regard des niveaux de maturité technologique actuels, le CSC sera-t-il un jour une option viable pour atteindre un niveau «zéro émission» ?

iii) Quelles sont les conclusions du GIEC sur les cobénéfices (santé, bénéfiques économiques etc.) des scénarios zéro carbone ? Comment peut on obtenir ces cobénéfices ?

iv) Que peut nous dire le GIEC sur la faisabilité et l'efficacité des scénarios d'adaptation ? Quels sont les risques d'une hausse des températures de 2°C sur les écosystèmes marins ou sur la biodiversité.

A terme, cela mettrait il en danger certains habitats et leurs habitants, notamment les plus démunis ?

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Camille André, Sophie Chassot, Simon Coquillaud, Morgane Créach, Fanny Petitbon.

Questions aux autres organisations présentes à Lima (AIE, PNUE)

a) Comment peut on s'assurer de ne pas vivre un futur cadenassé par les énergies fossiles ?

b) Quelles sont les grandes tendances sur les coûts des énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien) ? Comment accélérer la parité des prix entre les énergies renouvelables et les autres énergies ?

c) Quelles sont les options existantes pour faire face au Gigaton Gap, et quels sont leurs rôles ?